

Voici le code HTML structuré et stylisé selon vos demandes : ``html

Entretien avec Tchikolmbay sur l'enseignement supérieur au Tchad

Comme nous sommes dans le cadre d'une recherche, je vous garantis la confidentialité de nos échanges qui resteront strictement dans le cadre de cette mission. Ils ne seront pas diffusés ailleurs que pour la cause pour laquelle nous sommes parmi vous.

Je m'appelle Tchikolmbay, je suis mandaté par l'enseignement supérieur et l'ambassade de France pour me rendre dans les établissements partenaires du projet Fonds Équipe France appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur au Tchad. Dans ce cadre, nous menons une deuxième action du projet. Cette action consiste à créer les conditions de mise en place d'une cellule d'aide à l'orientation et à l'insertion de nos diplômés.

C'est dans ce cadre que je souhaite échanger avec vous, en tant que chef de département, sur la gestion opérationnelle. Nous allons ensemble établir un diagnostic des réalités du terrain, de l'accompagnement direct des étudiants et du suivi des anciens élèves. Cet échange vise ces objectifs.

Pour cela, nous utiliserons une grille de questionnaires. Dans un premier temps, il sera question de faire votre connaissance, puis nous établirons un état des lieux des ressources. Nous aborderons également l'accompagnement des étudiants et le suivi des anciens étudiants. Enfin, nous terminerons par une question prospective sur l'entrepreneuriat : quelles actions pourraient être mises en œuvre ?

Pour commencer, je souhaiterais vous demander de me parler de votre quotidien à la tête du département et des responsabilités qui vous incombent. Vous êtes en sciences agro-pastorales : quelles sont vos responsabilités au quotidien ?

Intervieweur : Merci de m'avoir donné la parole. Je souhaite évoquer mon quotidien.

Interviewé : Effectivement, en tant que chef de département, nous arrivons chaque matin à sept heures précises pour accueillir les étudiants ou superviser les responsables de surveillance. Parfois, nous dispensons également des cours avant de regagner nos bureaux. C'est ainsi que se déroule chaque journée.

À partir de treize heures, nous prenons une pause, puis les cours reprennent à quinze heures. Nous devons être présents chaque jour à l'heure. Nous recevons également les étudiants et les responsables pour leur fournir des informations.

Intervieweur : Pour suivre, pourriez-vous me parler de votre parcours académique ? Comment avez-vous construit votre parcours ?

Interviewé : Mon parcours remonte à l'époque de mes études supérieures. J'ai commencé par une formation professionnelle au CEFA à Parakou, au

Bénin, dirigée par l'actuel recteur académique de Pala, M. Lèvres Bongo Antipas.

Ensuite, je me suis rendu au Mali pour poursuivre mes études dans le domaine de l'agronomie.

Intervieweur : En tant que chef de département, quelles sont les sollicitations ou les dossiers qui mobilisent principalement votre attention ?

Interviewé : Les dossiers qui retiennent le plus mon attention concernent les vacances et les missions des enseignants intervenant ici. Nous devons tenir compte des spécialités : on ne confie pas une matière à une personne qui ne correspond pas à son profil.

Nous manquons d'effectifs, notamment en chimie, mathématiques et sciences de l'environnement. Nous avons besoin d'enseignants supplémentaires dans ces disciplines.

Notre objectif est que les étudiants soient bien formés. Pour cela, nous avons également besoin de matériel adapté, en particulier pour les travaux pratiques.

Si possible, nous aimerions créer une association au sein du département pour permettre aux étudiants de réaliser des cultures, notamment des cultures maraîchères. Ici, nous ne travaillons pas pendant la saison des pluies. Sinon, nous pourrions également

organiser des cultures en plein champ ou la production de fourrage.

Les cultures maraîchères pourraient permettre aux étudiants d'acquérir une autonomie financière et de ne pas dépendre de leurs parents. Ils n'auraient pas besoin de leur demander d'argent.

Intervieweur : Très intéressant. La mise en place d'un tel projet pourrait s'apparenter à un incubateur au sein de l'établissement. Cela permettrait aux étudiants de passer directement de la théorie à la pratique. Je sens que nous avons besoin de les envoyer en stage dès le début de leur formation. Cela pourrait constituer une première phase de stage leur permettant d'appliquer les enseignements théoriques reçus.

L'établissement pourrait même produire des denrées alimentaires ?

Interviewé : Oui, pourquoi pas. Actuellement, nous achetons des légumes et d'autres produits. Si nous les produisons sur place, nous pourrions les acheter en interne. Cela pourrait également générer des revenus pour financer des travaux ou aider les étudiants à subvenir à certains besoins.

Ce sont des pistes que nous pourrions explorer en interne. Pourquoi ne pas initier les étudiants, les former en petits groupes selon leurs centres d'intérêt ? Par exemple, certains pourraient se

spécialiser dans la culture de la laitue, d'autres dans les légumineuses, etc.

Nous pourrions monter un projet concret. Si nous obtenons un financement, nous pourrions démarrer la production dans l'année. Nous disposons déjà d'un plan d'affaires, car les étudiants suivent des cours d'entrepreneuriat. Ces cours restent cependant théoriques.

Les étudiants produiraient et vendraient les produits. Nous créerions une chaîne de valeur en nous positionnant sur le marché : l'université produit de la laitue, etc. Nous organiserions la communication et les clients viendraient s'approvisionner directement. Les étudiants pourraient également vendre eux-mêmes sur les marchés.

Nous pourrions initier cette démarche entrepreneuriale en interne pendant leur parcours. Cela permettrait de mettre en place ces processus de production, de transformation et de commercialisation.

C'est vraiment une idée intéressante. Nous pourrions également inclure l'apiculture.

Intervieweur : Passons maintenant à l'état des lieux des questions liées à l'orientation et à l'insertion des étudiants. Pouvez-vous me décrire les dispositifs, même informels, qui existent au sein de votre établissement ou de votre département

pour l'orientation ou l'insertion de vos étudiants ?
En existe-t-il, même s'ils sont informels ?

Interviewé : Pour être franc, il n'existe pas de dispositif structuré ni de méthode formalisée pour l'orientation des étudiants.

Intervieweur : Si nous devons envisager la mise en place d'un dispositif d'orientation, de quelles ressources auriez-vous besoin pour mener à bien cette mission ?

Interviewé : Nous aurions besoin de ressources humaines et financières. Si nous disposons de ressources financières, je souhaiterais également évoquer les déplacements des étudiants. Cela nécessite des moyens logistiques.

Si nous avons des véhicules, nous pourrions emmener les étudiants dans des lieux où ils pourraient acquérir des connaissances pratiques, comme des laboratoires ou des champs d'expérimentation. Actuellement, l'exploitation agricole n'est pas encore opérationnelle.

Des moyens de transport nous permettraient d'emmener nos étudiants dans des zones comme

Béchet, Ndjamena ou Saar pour des échanges sur le terrain.

Intervieweur : Vous êtes en contact direct avec les étudiants. Comment se déroulent les échanges lorsqu'un étudiant vient exprimer ses préoccupations ou évoquer son avenir professionnel ?

Interviewé : Effectivement, les étudiants viennent me consulter pour obtenir des conseils d'orientation. Lorsqu'un étudiant se présente, je l'accueille et nous discutons de son projet.

Par exemple, en agro-pastoral, certains étudiants souhaitent se spécialiser en agronomie, d'autres en élevage. Cette option pose souvent des problèmes, et ils viennent me voir pour obtenir des conseils.

Pour un étudiant souhaitant travailler dans le domaine agricole ou agronomique, je l'oriente vers la sélection végétale. Sans semences de qualité, il est impossible de produire. Je les oriente donc vers la sélection végétale et vers une agriculture biologique ou écologique.

Intervieweur : Disposez-vous de partenaires locaux, comme des ONG ou des institutions de

l'État, qui pourraient contribuer à l'orientation des étudiants ?

Interviewé : Oui, il existe des ONG comme le Gouin au Soudan. Cependant, ces partenariats ne sont pas formalisés. Ces ONG pourraient nous aider, car leurs activités correspondent à notre formation. Nos étudiants effectuent d'ailleurs des stages auprès d'elles.

Le problème réside dans la durée des stages. Ces ONG estiment qu'un stage d'un mois et demi est insuffisant pour évaluer un étudiant. Elles demandent au moins trois mois de stage.

L'État exige quant à lui des notes. Pour la formation en environnement, il faut tenir compte de la saison des pluies. En élevage, il est nécessaire d'observer les animaux pendant cette période, car des insectes appelés tiques les attaquent. Si les étudiants sont présents pendant la saison des pluies, ils peuvent apprendre à traiter ces problèmes.

Cependant, l'exploitation agricole ferme avant la saison des pluies. Cela signifie que nous devons trouver un mécanisme pour que les étudiants restent sur place pendant cette période et puissent en bénéficier. Ils pourraient ainsi effectuer leur stage pendant les vacances.

Il faudrait mettre en place un système d'accompagnement pour assurer leur survie pendant cette période. Cela serait intéressant, car

pendant les vacances, les conditions sont idéales pour des observations pratiques sur le terrain. Actuellement, les étudiants ne sont pas présents, et lorsque la saison des pluies arrive, il est trop tard pour organiser des stages.

Nous pourrions prendre des notes sur ce point. Il existait des ONG comme Fournier, qui intervenait dans la formation en culture maraîchère et en transformation des produits agricoles, qu'il s'agisse de produits agricoles ou de rizières. Il n'existe pas de partenariats formalisés, mais certains enseignants ont bénéficié de ces formations.

L'objectif de Fournier était de limiter les déplacements des jeunes vers le sud du Tchad. Elle encourageait la formation en culture maraîchère et en transformation. Il y avait également le centre Repère, situé à proximité, qui accueillait nos étudiants pour des stages.

Cependant, la durée des stages pose problème. Tout cela devra être étudié en accord avec les partenaires pour trouver des aménagements permettant d'éviter que certaines parties ne soient défavorisées.

Il est nécessaire de travailler à une harmonisation pour coordonner au mieux ces activités.

Intervieweur : Vous avez évoqué la création d'une association pour les étudiants. Pouvez-vous m'en dire plus ?

Interviewé : Oui. Les étudiants peuvent rédiger des mini-projets et les soumettre à l'appréciation de leurs enseignants et des ONG pour qu'ils deviennent autonomes. Je leur donne régulièrement des conseils. Par le passé, certains ont commencé à travailler sur le terrain et m'ont contacté pour obtenir des conseils d'orientation.

Intervieweur : C'est intéressant. Vous avez mentionné que vous êtes professionnel dans ce domaine, puisque votre formation est axée sur l'orientation. Vous avez commencé vos études en philosophie, puis vous vous êtes orienté vers l'éducation à l'Université catholique de Yaoundé, où vous avez obtenu un master. Ensuite, vous êtes allé en France pour suivre une formation spécialisée en orientation, notamment en conseil d'orientation, bilan d'orientation et formation au Conservatoire national des arts et métiers.

Vous avez donc le bagage nécessaire pour mettre en place des initiatives dans ce domaine. Dans ce cadre, vous avez créé une association : Acocite, pour Action, Conseil, Orientation, Insertion professionnelle.

À mon retour, les recommandations que je formulerai, en tenant compte de vos observations, consisteront à rester au plus près pour accompagner la mise en place de ces cellules ou réfléchir à des initiatives pouvant conduire à créer de petites unités d'entreprises locales.

Cela est très important, car l'université est un pôle d'excellence pour le développement. Elle doit s'ouvrir à la société pour montrer ce qu'elle peut apporter au développement social. Nous devons travailler à ces niveaux pour ne plus rester cloîtrés avec notre savoir académique, mais le transformer en produits locaux qui auront un impact sur la vie de la communauté.

Il est vrai qu'il existe des préoccupations concernant les étudiants qui quittent leur région pour venir étudier ici et qui n'ont pas de soutien. Comment mettre en place un système pour les soutenir pendant les périodes où ils ne sont pas pris en charge par leur famille ou lorsque l'école est fermée pendant les vacances ?

Nous devons continuer à réfléchir à des mécanismes. Nous ne sommes qu'au début, donc avec le temps, nous verrons comment les choses évolueront.

Intervieweur : Merci pour ces éléments. Nous allons maintenant aborder le suivi de vos étudiants. Disposez-vous, au niveau du département, de méthodes pour rester informés du parcours de vos

anciens étudiants après leur départ de l'université ?
Quelles méthodes utilisez-vous ?

Interviewé : Pour être franc, nous n'avons pas de mécanismes formalisés ni de méthodes suivies. Lorsque les étudiants partent, ils partent. L'année dernière, j'ai tenté de contacter les délégués pour obtenir une liste des étudiants, de ceux qui travaillent et de ceux qui poursuivent leurs études, mais cela n'a pas été facile.

Cette année, nous cherchons à mettre en place un système pour cibler les meilleurs étudiants. S'ils terminent leurs études ici, ils pourraient revenir nous aider. Nous sommes des jeunes, et avec l'âge, il faut que les jeunes reviennent.

Dans cette optique, nous cherchons à identifier les meilleurs étudiants qui sont partis et à les contacter. Si certains reviennent, nous leur proposons de dispenser une ou deux matières. C'est ce que nous faisons actuellement, mais nous ne maîtrisons pas la situation. Il n'existe pas d'initiative formalisée.

Intervieweur : C'est une initiative intéressante pour les attirer. S'ils reviennent, peut-être pour dispenser une matière, les aider, etc. Cela les forme également sur le plan professionnel, mais surtout

pour vos étudiants. Je vais noter cette proposition pour l'inclure dans le rapport.

Intervieweur : Quel regard portez-vous sur la préparation de vos étudiants aux exigences spécifiques des secteurs ruraux, agriculture et élevage ? Les préparez-vous spécifiquement pour ces secteurs ou les préparez-vous à regagner les villes pour chercher du travail ?

Interviewé : On ne peut pas préparer les étudiants pour qu'ils aillent chercher du travail en ville. Notre objectif est de les former pour qu'ils aident les paysans. Certains étudiants poursuivent leurs études pour revenir travailler à l'université dans le cadre de la recherche, mais l'objectif principal est d'aider les paysans dans les domaines agricole et d'élevage.

Certains étudiants effectuent des stages puis déposent leur candidature pour des stages d'expertise. D'autres ont la chance d'être recrutés par des ONG ou intègrent directement le marché du travail. Cependant, nous formons principalement nos étudiants pour le monde rural.

Intervieweur : Ils sont donc formés pour le monde rural, c'est intéressant. Il serait peut-être pertinent de réfléchir à des moyens de renforcer leur attachement au travail dans le secteur rural,

l'agriculture. L'agriculture ne se pratique pas en ville. Les bureaux ne se trouvent pas en ville.

L'agriculture peut se pratiquer partout. Si nous identifions des groupements ou des coopératives, nous pourrions voir quels étudiants sont intéressés pour accompagner une coopérative, par exemple, en augmentant sa production grâce à des techniques adaptées.

Nous pourrions organiser des activités où les étudiants volontaires bénéficieraient d'une petite subvention pendant leur séjour sur place et travailleraient aux côtés des paysans pendant la période des travaux agricoles. Cela éviterait les pertes et les aiderait à mieux travailler.

Cela pourrait être mis en place lorsque les activités de cette série démarreront.

Intervieweur : Concernant les gestes professionnels, quelle place accordez-vous aux gestes du métier dans les interventions professionnelles ? Dans le programme, y a-t-il suffisamment de pratique ? Est-il nécessaire de renforcer les gestes professionnels dans la pratique hebdomadaire ? Les étudiants sont-ils initiés, par exemple, à utiliser des tubes ou du matériel spécifique pour certaines activités ?

Interviewé : Ici, le problème des laboratoires se pose. Nous n'avons pas de laboratoire équipé pour

permettre aux étudiants de manipuler certains appareils. C'est un manque important.

Chaque fois que nous avons besoin de matériel, nous devons faire appel à des partenaires européens, et cela prend du temps. Le grand problème reste l'absence de laboratoires équipés.

Les observations se font principalement en laboratoire. Même si les étudiants se rendent sur le terrain pour effectuer des prélèvements, ils doivent pouvoir analyser ces échantillons en laboratoire. Cette opération permet de détecter certaines pathologies.

Je peux citer deux exemples. Si nous prenons un manguier présentant des problèmes, nous ne pouvons pas identifier la maladie sans analyse. Il faut prélever des feuilles, réaliser des échantillons et les analyser en laboratoire pour déterminer la cause du problème.

Il existe également des maladies qui attaquent les racines des plantes, comme les nématodes. On ne peut pas les observer à l'œil nu. Les étudiants doivent passer par le laboratoire pour les identifier.

Cependant, nous ne disposons pas du matériel nécessaire. Même l'accès à des outils comme le spectrophotomètre est difficile.

Intervieweur : Passons maintenant aux perspectives. Selon vous, quelles actions pourraient être mises en œuvre, à partir de vos

enseignements et de votre expérience, pour créer des unités de production au niveau local ?

Interviewé : Étant donné que notre zone a une vocation agro-pastorale, la production de fourrage est essentielle. Nos enseignants doivent former nos étudiants à la production de fourrage.

Pour produire du fourrage, il faut une superficie dédiée pour permettre aux étudiants de travailler normalement. Les étudiants sont motivés, mais ils sont limités par l'absence de terres dédiées à la production fourragère.

La production fourragère nécessite également des séances pratiques. Nous pourrions essayer de mettre en place ces séances sur place dès que les étudiants s'adapteront aux conditions locales.

Cependant, il existe un problème : nous n'avons pas d'unité de production de nitrate.